

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 47.956/2
DU 29 MARS 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales, le 5 mars 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté ministériel "modifiant l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 fixant le montant et les conditions d'octroi de l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnées le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

Il ne résulte pas du dossier transmis à la section de législation du Conseil d'État que le texte en projet a été soumis à l'avis du conseil général de l'assurance soins de santé.

Or, l'obligation de requérir l'avis de ce conseil sur le texte en projet résulte de l'article 15 de la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, combiné avec l'article 213, § 2, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, et avec l'article 2, § 1^{er}, b) de l'arrêté royal du 9 septembre 1993 portant exécution de l'article 213, § 2, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

Certes, l'article 2, § 2, du même arrêté du 9 septembre 1993, dispose comme suit :

"Dans l'hypothèse où, pour une matière déterminée, plusieurs organes mentionnés à l'alinéa 1^{er} [lire : paragraphe 1^{er}], b) et c), seraient compétents ou pourraient l'être, le Ministre peut désigner l'organe auquel s'appliquent les articles 14 et 15 de la loi du 25 avril 1963."

Il n'apparaît pas du dossier transmis au Conseil d'État que le ministre ait désigné l'organe auquel s'appliquent les articles 14 et 15 de la loi du 25 avril 1963 précitée, dans l'hypothèse où, comme en l'espèce, le conseil général de l'assurance soins de santé et le comité de l'assurance soins de santé doivent être consultés dans la même matière ⁽¹⁾.

Il conviendra donc, si cela n'a pas été fait, de consulter le conseil général de l'assurance soins de santé.

Fondement juridique

Observation générale

Dans son avis 45.786/1, donné le 22 janvier 2009 sur un projet d'arrêté ministériel devenu l'arrêté ministériel du 2 mars 2009 modifiant l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 fixant le montant et les conditions d'octroi de l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées ⁽²⁾, la section de législation a formulé l'observation suivante quant à la portée et au fondement juridique du projet :

" 1. Le projet d'arrêté ministériel soumis pour avis entend modifier l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 fixant le montant et les conditions d'octroi de l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées.

2.1. Selon le premier alinéa du préambule du projet, les dispositions en projet trouvent leur fondement juridique dans l'article 37, § 12, alinéa 1^{er}, de la loi

⁽¹⁾ Voir notamment l'avis 47.516/2 donné le 15 décembre 2009 sur un projet d'arrêté royal devenu l'arrêté royal du 31 janvier 2010 modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques et l'arrêté royal du 30 décembre 2005 fixant les modalités de publication des recommandations et indicateurs visés à l'article 73, § 2, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

⁽²⁾ Moniteur belge du 9 mars 2009, p. 20.821.

relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994. Cette disposition s'énonce comme suit: «Le Ministre fixe, sur proposition du Comité de l'assurance, l'intervention pour les prestations visées à l'article 34, 11/, 12/ et 13/, ainsi que les conditions de cette intervention. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, fixer la date à partir de laquelle le coût des accords sociaux conclus entre le gouvernement fédéral et les organisations représentatives des travailleurs et des employeurs, et qui concernent le personnel non repris dans le paquet de soins déterminé en exécution de l'article 35, § 1^{er}, alinéa 5, est ajouté à cette intervention».

2.2. Les articles 1^{er}, 2, 4 et 5 du projet concernent les compléments de fonction pour les infirmiers (infirmières) chefs, les paramédicaux chefs de service et les coordinateurs infirmiers dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées.

Il convient d'observer à cet égard que, conformément à l'article 37, § 12, alinéa 1^{er}, de la loi coordonnée, le ministre peut fixer l'intervention et les conditions de cette intervention pour les prestations visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 11/ et 12/ ⁽³⁾. Ces prestations sont déterminées et énumérées à l'article 147, §§ 1^{er} et 2, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

L'article 147 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996, relatif notamment aux maisons de repos et de soins et aux maisons de repos pour personnes âgées, ne fait pas mention des compléments de fonction pour les infirmiers (infirmières) chefs, les paramédicaux chefs de service et les coordinateurs infirmiers dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées.

D'un point de vue formel, les compléments de fonction concernés ne font par conséquent pas partie jusqu'à présent des prestations visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 11/ et 12/, de la loi coordonnée, puisque le Roi ne les a pas encore ajoutées à la liste de l'article 147 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996. Pour cette raison, le ministre ne peut pas encore adopter les dispositions du projet relatives à ces compléments de fonction. Le projet est par conséquent prématuré pour ce qui concerne les articles 1^{er}, 2, 4 et 5.

Pour ce motif, le Conseil d'État, section de législation, s'abstient d'examiner les articles 1^{er}, 2, 4 et 5 du projet et l'article 6, dans la mesure où il a trait aux dispositions comprises par les articles 1^{er}, 2, 4 et 5".

⁽³⁾ Voir note infrapaginale 1 de l'avis cité : Les prestations de l'article 34, alinéa 1^{er}, 11/, sont notamment les prestations qui sont fournies dans les maisons de repos et de soins. Les prestations de l'article 34, alinéa 1^{er}, 12/, sont notamment les prestations qui sont fournies dans les maisons de repos pour personnes âgées. Les prestations de l'article 34, alinéa 1^{er}, 13/, de la loi coordonnée n'entrent pas dans le cadre du projet.

Une observation similaire peut être formulée en ce qui concerne les articles 2 et 8 du projet (financement d'une personne de référence pour la démence) ainsi que pour l'article 7 (financement du complément de fonction pour les infirmiers(ères) en chef, les paramédicaux en chef et les coordinateurs infirmiers).

Examen du projet

Préambule

Dans son avis 47.298/2, donné le 9 novembre 2009 sur un projet d'arrêté ministériel devenu l'arrêté ministériel du 10 décembre 2009 modifiant l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 fixant le montant et les conditions d'octroi de l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées⁽⁴⁾, la section de législation a formulé l'observation suivante quant au fondement légal du projet :

"En son avis 35.674/1/V, donné le 28 juillet 2003 sur le projet devenu l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 fixant le montant et les conditions d'octroi de l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées, la section de législation du Conseil d'État a fait l'observation suivante :

1. Le projet trouve son fondement légal dans l'article 37, § 12, alinéa 1^{er}, de la loi AMI. Selon cette disposition, «le Ministre fixe, sur proposition du Comité de l'assurance, l'intervention pour les prestations visées à l'article 34, 11/, 12/ et 13/, ainsi que les conditions de cette intervention».

2. Pour son application aux indépendants, le projet trouve en outre un fondement légal dans l'article 2 de l'arrêté royal du 29 décembre 1997 portant les conditions dans lesquelles l'application de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, est étendue aux travailleurs indépendants et aux membres des communautés religieuses. L'alinéa 2 de cet article comporte une disposition analogue à l'article 37, § 12, alinéa 1^{er}, qui s'énonce comme suit : «Le Ministre ayant la Prévoyance sociale dans ses attributions fixe, sur proposition du Comité de l'assurance soins de santé, l'intervention pour les prestations visées à l'article 1^{er}, 19/ et 20/».

⁽⁴⁾ Moniteur belge du 18 décembre 2009, éd. 2, p. 79.736.

2.1. Force est de constater tout d'abord que, contrairement à l'article 37, § 12, précité, cette disposition ne mentionne pas «les conditions de cette intervention». Le projet est dénué de fondement légal dans la mesure où il est également applicable aux indépendants et qu'il entend imposer des conditions aux établissements soumis à son application en même temps qu'il détermine le montant de l'intervention de l'assurance (...).

Depuis lors, l'article 2 de l'arrêté royal du 29 décembre 1997 a tout d'abord été complété afin d'habiliter lui aussi le Ministre à fixer les conditions de l'intervention et a été ensuite abrogé par l'article 16 de la loi du 26 mars 2007 portant des dispositions diverses en vue de la réalisation de l'intégration des petits risques dans l'assurance obligatoire soins de santé pour les travailleurs indépendants.

Invité à préciser en vertu de quelle disposition l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 fixant le montant et les conditions d'octroi de l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées, s'applique désormais aux indépendants, le délégué de la ministre a répondu que c'était en vertu de l'article 32 de la loi coordonnée du 14 juillet 1994, tel qu'il a été modifié par l'article 16 de la loi du 26 mars 2007.

Il conviendrait donc de compléter l'alinéa 1^{er} du préambule du projet afin de mentionner également les dispositions de l'article 32 de la loi coordonnée du 14 juillet 1994 qui sert de fondement légal".

Dès lors que la même observation peut être faite pour le projet d'arrêté ministériel à l'examen, il convient de compléter l'alinéa 1^{er} du préambule du projet afin de viser également l'article 32 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, qui lui sert lui aussi de fondement légal.

Observation particulière

Dispositif

Article 3

L'article 4 de l'arrêté ministériel du 10 décembre 2009 modifiant l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 fixant le montant et les conditions d'octroi de l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de

.../...

santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées a modifié l'article 8, § 2, b) de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 précité.

Dans l'article 3 de l'arrêté en projet, le passage "et.....2009" doit dès lors être remplacé par "et 10 décembre 2009".

La même observation vaut pour les articles 4 et 10 du projet qui devront être revus en conséquence.

Article 11

En vertu de l'article 11, l'arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au Moniteur belge.

Pareille règle d'entrée en vigueur présente l'inconvénient que, si l'arrêté en projet est publié à la fin du mois, ses destinataires ne disposeront pas du délai normal de dix jours pour en être informé, délai prévu en principe par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires.

Cette disposition a pour objectif d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des règles nouvelles.

En conclusion, il y a lieu d'omettre la disposition à l'examen, ce qui aurait pour effet de renvoyer au droit commun de l'entrée en vigueur, à moins qu'il existe une raison particulière d'y déroger. Si la formule figurant au projet est adoptée, il y aura lieu de s'assurer d'une date de publication telle que chacun disposera d'un délai suffisant pour prendre connaissance du texte publié.

Observations de forme

La version néerlandaise du projet devrait être corrigée du point de vue de la technique législative et de la correction de la langue. C'est à titre d'exemple et sous réserve des observations de fond formulées dans le présent avis, que sont faites les propositions de texte suivantes:

Article 1^{er}

À la fin de la phrase liminaire, il faudrait écrire : "wordt aangevuld" au lieu de "wordt vervolledigd". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet où l'expression "wordt vervolledigd" est utilisée.

Article 3

Après le tiret, en projet, il faudrait écrire : "of degenen die ... overeenkomsten afgesloten met toepassing van artikel 22 van de voornoemde gecoördineerde wet ..."

Article 8

À l'article 28^{ter}, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, il faudrait écrire : "[0,5 x de jaarlijkse loonkosten van ..."

Dans le même article, il faudrait écrire au paragraphe 2, 2/, en projet: "aan de Dienst de nodige stukken overleggen die ...". Au paragraphe 3, 1/, il faudrait écrire: "als raadgever optreden ... en de verzorging die gegeven wordt aan personen die lijden aan ..."

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	G. de LEVAL,	assesseurs de la section de législation,
Mesdames	A. WEYEMBERGH,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mmes A. VAGMAN, auditeur et V. SCHMITZ, auditeur adjoint.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON

Y. KREINS

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.956/2
VAN 29 MAART 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 5 maart 2010 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot wijziging van het ministerieel besluit van 6 november 2003 tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de rust- en verzorgingstehuizen en in de rustoorden voor bejaarden", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande opmerkingen

Uit de aan de Afdeling Wetgeving van de Raad van State toegezonden tekst blijkt niet dat de ontworpen tekst om advies is voorgelegd aan de Algemene Raad van de verzekering voor geneeskundige verzorging.

De verplichting om het advies in te winnen van deze Raad over de ontworpen tekst blijkt nochtans uit artikel 15 van de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg junctis artikel 213, § 2, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, en artikel 2, § 1, b), van het koninklijk besluit van 9 september 1993 tot uitvoering van artikel 213, § 2, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

Artikel 2, § 2, van hetzelfde besluit van 9 september 1993 bepaalt weliswaar het volgende :

"Indien voor een bepaalde aangelegenheid verschillende van de in het eerste lid [lees :paragraaf 1], b) en c), vermelde organen bevoegd zijn of kunnen zijn, kan de Minister beslissen op welk orgaan de artikelen 14 en 15 van de wet van 25 april 1963 worden toegepast."

Uit het aan de Raad van State toegezonden dossier blijkt niet dat de minister het orgaan heeft aangewezen waarop de artikelen 14 en 15 van voormelde wet van 25 april 1963 van toepassing zijn, wanneer, zoals in casu, de Algemene Raad van de verzekering voor geneeskundige verzorging en het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging om advies moeten worden verzocht inzake dezelfde aangelegenheid ⁽¹⁾.

Indien zulks nog niet is geschied, dient dus het advies van de Algemene Raad van de verzekering voor geneeskundige verzorging te worden ingewonnen.

Rechtsgrond

Algemene opmerking

De afdeling Wetgeving heeft in haar advies 45.786/1, op 22 januari 2009 verstrekt over een ontwerp van ministerieel besluit dat ontstaan heeft gegeven aan het ministerieel besluit van 2 maart 2009 tot wijziging van het ministerieel besluit van 6 november 2003 tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de rust- en verzorgingstehuizen en in de rustoorden voor bejaarden ⁽²⁾ het volgende opgemerkt in verband met de strekking en de rechtsgrond van het ontwerp :

"1. Het om advies voorgelegde ontwerp van ministerieel besluit strekt tot het wijzigen van het ministerieel besluit van 6 november 2003 tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor

⁽¹⁾ Zie inzonderheid advies 47.516/2, op 15 december 2009 verstrekt over een ontwerp van koninklijk besluit, het latere koninklijk besluit van 31 januari 2010, tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten en het koninklijk besluit van 30 december 2005 tot vaststelling van de wijze van bekendmaking van de aanbevelingen en indicatoren, bedoeld in artikel 73, § 2, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

⁽²⁾ Belgisch Staatsblad van 9 maart 2009, blz. 20.821.

geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de rust- en verzorgingstehuizen en in de rustoorden voor bejaarden.

2.1. De ontworpen regeling vindt, luidens het eerste lid van de aanhef van het ontwerp, rechtsgrond in artikel 37, § 12, eerste lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994. Die bepaling luidt :

"De Minister stelt, op voorstel van het Verzekeringscomité, de tegemoetkoming vast voor de in artikel 34, 11/, 12/ en 13/, bedoelde verstrekkingen, alsmede de voorwaarden voor die tegemoetkoming. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de datum bepalen vanaf wanneer aan deze tegemoetkoming de kostprijs wordt toegevoegd van de sociale akkoorden die werden gesloten tussen de Federale Regering en de representatieve organisaties van werkgevers en werknemers en die betrekking heeft op de personeelskost die niet opgenomen is in het verstrekkingenpakket dat wordt bepaald in uitvoering van artikel 35, § 1, vijfde lid."

2.2. De artikelen 1, 2, 4 en 5 van het ontwerp hebben betrekking op de functiecomplementen voor hoofdverpleegkundigen, paramedici diensthoofden en verpleegkundig coördinatoren in de rust- en verzorgingstehuizen en in de rustoorden voor bejaarden.

Hierbij dient te worden opgemerkt dat de minister, overeenkomstig artikel 37, § 12, eerste lid, van de gecoördineerde wet, de tegemoetkoming en de voorwaarden voor die tegemoetkoming kan vaststellen voor de in artikel 34, eerste lid, 11/ en 12/ ⁽³⁾, bedoelde verstrekkingen. Deze verstrekkingen worden uitgewerkt en opgesomd in artikel 147, §§ 1 en 2, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

Artikel 147 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996, dat onder meer betrekking heeft op de rust- en verzorgingstehuizen en de rustoorden voor bejaarden, maakt geen melding van de functiecomplementen voor hoofdverpleegkundigen, paramedici diensthoofden en verpleegkundig coördinatoren in de rust- en verzorgingstehuizen en in de rustoorden voor bejaarden.

De betrokken functiecomplementen maken derhalve vanuit formeel oogpunt tot op heden geen deel uit van de verstrekkingen bedoeld in artikel 34, eerste lid, 11/ en 12/, van de gecoördineerde wet, vermits ze nog niet door de Koning werden toegevoegd aan de lijst van artikel 147 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996. Om die reden kan de minister de bepalingen van het ontwerp die betrekking hebben op die functiecomplementen, nog niet tot stand brengen. Het ontwerp is derhalve voorbarig, wat de artikelen 1, 2, 4 en 5 betreft.

⁽³⁾ *Zie voetnoot 1 van het aangehaalde advies:* De verstrekkingen van artikel 34, eerste lid, 11/, zijn onder meer de verstrekkingen die worden verleend in de rust- en verzorgingstehuizen. De verstrekkingen van artikel 34, eerste lid, 12/, zijn onder meer de verstrekkingen die worden verleend in de rustoorden voor bejaarden. De verstrekkingen van artikel 34, eerste lid, 13/, van de gecoördineerde wet vallen buiten het bestek van het ontwerp.

Om die reden onthoudt de Raad van State, afdeling wetgeving, zich van het onderzoek van de artikelen 1, 2, 4 en 5 van het ontwerp en van artikel 6, in de mate dat dit betrekking heeft op de in de artikelen 1, 2, 4 en 5 vervatte regeling."

Een soortgelijke opmerking kan worden gemaakt in verband met de artikelen 2 en 8 van het ontwerp (financiering van een referentiepersoon dementie), alsmede over artikel 7 (financiering van het functiecomplement voor hoofdverpleegkundigen, hoofdparamedici en verpleegkundig coördinatoren".

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

De afdeling Wetgeving heeft in haar advies 47.298/2, op 9 november 2009 verstrekt over een ontwerp van ministerieel besluit dat ontstaan heeft gegeven aan het ministerieel besluit van 10 december 2009 tot wijziging van het ministerieel besluit van 6 november 2003 tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de rust- en verzorgingstehuizen en in de rustoorden voor bejaarden, het volgende opgemerkt in verband met de rechtsgrond van het ontwerp :

"In haar advies 35.674/1/V van 28 juli 2003 over het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het ministerieel besluit van 6 november 2003 tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de rust- en verzorgingstehuizen en in de rustoorden voor bejaarden, heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State het volgende opgemerkt :

1. Het ontwerp vindt rechtsgrond in artikel 37, § 12, eerste lid, van de ZIV-wet. Luidens die bepaling «stelt de Minister, op voorstel van het Verzekeringscomité, de tegemoetkoming vast voor de in artikel 34, 11/, 12/ en 13/, bedoelde verstrekkingen, alsmede de voorwaarden voor die tegemoetkoming».

.../...

2. Voor de toepassing ervan op de zelfstandigen vindt het ontwerp daarenboven rechtsgrond in artikel 2 van het koninklijk besluit van 29 december 1997 houdende de voorwaarden waaronder de toepassing van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, tot de zelfstandigen en de leden van de kloostergemeenschappen wordt verruimd. Het tweede lid van dat artikel bevat een bepaling analoog met artikel 37, § 12, eerste lid, die luidt : «De Minister die de Sociale Voorzorg onder zijn bevoegdheid heeft, stelt, op voorstel van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging, de tegemoetkoming vast voor de in artikel 1, 19/ en 20/, bedoelde verstrekkingen».

2.1. Vooreerst moet worden vastgesteld dat, in tegenstelling tot voornoemd artikel 37, § 12, deze bepaling niet gewaagt van «de voorwaarden voor de tegemoetkoming». Voorzover dat het ontwerp ook van toepassing is op de zelfstandigen en het middels het begroten van de verzekeringstegemoetkoming beoogt voorwaarden op te leggen aan de instellingen die onder de toepassing van het ontwerp vallen, is er bijgevolg geen rechtsgrond voorhanden (...).

Sindsdien is artikel 2 van het koninklijk besluit van 29 december 1997 eerst aangevuld zodat ook dat artikel de minister machtigt om de voorwaarden voor de tegemoetkoming te bepalen, en daarna opgeheven bij artikel 36 van de wet van 26 maart 2007 houdende diverse bepalingen met het oog op de integratie van de kleine risico's in de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging voor de zelfstandigen.

Op de vraag krachtens welke bepaling het ministerieel besluit van 6 november 2003 tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de rust- en verzorgingstehuizen en in de rustoorden voor bejaarden voortaan ook van toepassing is op zelfstandigen, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat dit krachtens artikel 32 van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 was, zoals dat bij artikel 16 van de wet van 26 maart 2007 is gewijzigd.

Het eerste lid van de aanhef van het ontwerp moet dus zo worden aangevuld dat ook wordt verwezen naar de bepalingen van artikel 32 van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994, dat als rechtsgrond dient."

Aangezien dezelfde opmerking kan worden gemaakt over het voorliggende ontwerp van ministerieel besluit, dient het eerste lid van de aanhef van het ontwerp te worden aangevuld om eveneens te verwijzen naar artikel 32 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, dat ook de rechtsgrond ervan oplevert.

Bijzondere opmerking

Dispositief

Artikel 3

Artikel 4 van het ministerieel besluit van 10 december 2009 tot wijziging van het ministerieel besluit van 6 november 2003 tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de tegemoetkoming bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de rust-en verzorgingstehuizen en in de rustoorden voor bejaarden heeft artikel 8, § 2, b) gewijzigd van het voormelde ministerieel besluit van 6 november 2003.

In artikel 3 van het ontworpen besluit moet de passage "en ... 2009" bijgevolg vervangen worden door "en 10 december 2009".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 4 en 10 van het ontwerp, die dienovereenkomstig zullen moeten worden herzien.

Artikel 11

Krachtens artikel 11 treedt het besluit in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

Zulk een regeling van inwerkingtreding heeft het nadeel dat, indien het ontworpen besluit op het einde van de maand wordt bekendgemaakt, de adressaten ervan niet over de normale termijn van tien dagen beschikken om er kennis van te nemen, een termijn die in principe wordt voorgeschreven bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen.

Die bepaling beoogt aan eenieder een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

.../...

De onderzochte bepaling moet dan ook vervallen, hetgeen tot gevolg zou hebben dat de gemeenrechtelijke regeling voor de inwerkingtreding zou gelden, tenzij er een bijzondere reden bestaat om daarvan af te wijken. Als wordt gekozen voor de bewoordingen die in het ontwerp worden gebruikt, moet men zich ervan vergewissen dat de datum van bekendmaking iedereen voldoende tijd laat om kennis te nemen van het bekendgemaakte besluit.

Vormopmerkingen

De Nederlandse versie van het ontwerp zou uit een oogpunt van wetgevingstechniek en correct taalgebruik verbeterd moeten worden. Bij wijze van voorbeeld en onder voorbehoud van de inhoudelijke opmerkingen uit dit advies worden de volgende tekstvoorstellen gedaan :

Artikel 1

Aan het slot van de inleidende zin schrijve men "wordt aangevuld" i.p.v. "wordt vervolledigd". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp waar de wending "wordt vervolledigd" gebezigd wordt.

Artikel 3

Naast het ontworpen streepje schrijve men: "of degenen die ... overeenkomsten afgesloten met toepassing van artikel 22 van de voornoemde gecoördineerde wet ..."

Artikel 8

In het ontworpen artikel 28^{ter}, § 1, tweede lid, schrijve men: "[0,5 x de jaarlijkse loonkosten van ..."

In hetzelfde artikel schrijve men in de ontworpen paragraaf 2, 2/: "aan de Dienst de nodige stukken overleggen die ...". In de ontworpen paragraaf 3, 1/, schrijve men : "als raadgever optreden ... en de verzorging die gegeven wordt aan personen die lijden aan ..."

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	G. de LEVAL,	assessoren van de afdeling Wetgeving,
de Dames	A. WEYEMBERGH,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Dames A. VAGMAN, auditeur en V. SCHMITZ, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY, kamervoorzitter.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

B.VIGNERON

Y. KREINS